VIDEO. Refus d’obtempérer : forte hausse des tirs mortels au cours des cinq dernières années

France 2

Publié le 27/06/2023 20:49 Mis à jour le 27/06/2023 21:04

Durée de la vidéo : 3 min.

France 2

- E.Pelletier, H.Puffeney, N.Perez, R.Mathé, H.Pozzo, T.Mongellaz, C.Combaluzier, N.Jauson, J.Cohen-Olivieri

France Télévisions

En 2022, 13 personnes sont mortes à la suite d’un refus d’obtempérer, des chiffres en augmentation. Que dit la loi ? À quel moment les policiers peuvent-ils faire usage de leurs armes ? Comment sont-ils formés ? Enquête.

Des policiers qui ouvrent le feu pour stopper un véhicule, comme à Porte de Vincennes (Paris), où l’homme sera tué. En avril 2022, sur le Pont Neuf (Paris), on a compté deux morts et un blessé grave. Au total, 13 personnes sont mortes en 2022, soit six fois plus que l’année précédente. Souvent à l’origine de ces drames, un banal contrôle et des conducteurs qui refusent de s’arrêter. Mais comment expliquer la hausse des tirs

mortels ?

Un couple, qui a accepté de témoigner, a été très gravement blessé par une patrouille de la bac en août 2021. Le conducteur alcoolisé assure n’avoir pas compris qu’il s’agissait de policiers en civil. Cette nuit-là, les agents ont tiré à huit reprises. L’enquête visant les policiers est toujours en cours. Les tirs sur des véhicules en mouvement sont en hausse de 40% en cinq ans. En 2017, après les attentats, une loi élargit les conditions d’ouverture du feu pour un policer. Ils peuvent tirer en cas de menace pour leur vie ou leur intégrité.

articles sur le même thème

Violences policières à Marseille : "Les collègues avaient besoin de soutien émanant du grand directeur de la police", explique le syndicat Alliance Police

Botox : le danger des injections clandestines

Violences policières à Marseille : le syndicat Unité SGP Police FO zone sud juge "constructif" le dialogue avec le directeur général de la police nationale

Réforme de la police : les 90 futurs directeurs départementaux nommés officiellement

Nord : deux sœurs accusées d’injections de botox illégales placées en garde à vue